****

**L’ABUS SEXUEL DES ENFANTS :**

 **MECANISMES DE PROTECTION ET RESILIENCE**

**Résumés des interventions et biographies des intervenants**

**10h30 - Table ronde**

**Vers une approche holistique dans la considération de l’abus sexuel des enfants**

***Vers une justice adaptée aux enfants***

Mme Maria José Castello Branco, experte du Portugal auprès du Comité des parties à la Convention du Conseil de l’Europe sur la protection des enfants contre l’exploitation et les abus sexuels.

L’intervention parcourra les différentes normes en vigueur tant au niveau international qu’européen sur la justice juvénile et se focalisera sur celles de la Convention du Conseil de l’Europe sur la protection des enfants contre l’exploitation et les abus sexuels (articles 30.2, 32 et 36.2) concernant les enquêtes et procédures impliquant des enfants victimes, témoins ou auteurs d’abus sexuels.

L’enjeu de leur application au niveau national sera traité en partant de l’analyse des réponses que les Etats parties à la Convention ont fourni et que Mme Castello Branco a examiné en sa qualité de Rapporteuse du Comité. De ce fait, elle présentera des bonnes pratiques ainsi qu’un certain nombre de défis tels que la nécessité d’approfondir l’approche de protection dans le cercle de confiance et d’harmoniser l’interprétation des normes. Des recommandations seront aussi formulées pour s’assurer que les affaires d’abus sexuel soient traitées par un système judiciaire adapté aux enfants posant leur intérêt supérieur au cœur du dispositif.

**Biographie**

Dans le cadre du Bureau des relations internationales du Ministère de la Justice du Portugal, Mme Castello Branco est membre de la délégation portugaise aux discussions auprès des Comités de l’ONU sur les rapports concernant l’implémentation de la Convention relative aux droits de l’enfant, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Elle représente également le Portugal au sein du Comité des parties à la Convention du Conseil de l’Europe sur la protection des enfants contre l’exploitation et les abus sexuels.

Diplômée de l'Université catholique de Lisbonne, Mme Castello Branco a auparavant recouvert différentes fonctions au sein du Ministère de la Justice et du Ministère de l’Education de son pays.

Elle a été aussi chargée de cours à l'Institut européen d'administration publique de Maastricht et à l*'Institut Superior de Economia e Gestão* de Lisbonne.

****

**Enfant victime d’abus sexuels : comment aspirer à la vie plutôt qu’à la survie ?**

Dr. Jeanne Meyer, Santé publique et médecine de l’adolescent, France.

À partir de son expérience clinique avec des enfants et des jeunes, maltraités en famille ou en institution et victimes de différentes modalités d’agression sexuelle, l’intervenante détaillera le processus qui peut amener un certain nombre de ces victimes à surmonter leur traumatisme et à ne pas répéter ce dont elles ont souffert. Il s’agit là d’une problématique réelle et importante, malheureusement encore peu documentée. Elle sera abordée en cinq points : après une brève présentation des circonstances de révélation des faits qui font appel à des capacités de discernement, l'oratrice tentera de préciser ce que la résilience nous apprend à propos des victimes, comment la vitalité peut reprendre le dessus, en particulier à l'adolescence, avec quelle surprise la culpabilité subjective de ces victimes ne se produit pas, pour enfin évoquer l'engagement de ceux qui accompagnent ces enfants qui aspirent à la vie.

**Biographie**

Tout au long de son parcours, et en tant que médecin de santé publique, spécialiste de la santé des adolescents, le Docteur Jeanne Meyer a eu à cœur de développer des actions ciblées auprès des publics les plus fragilisés. De la protection maternelle et infantile aux enfants séparés de leur milieu familial, des adolescents en souffrance aux personnes handicapées en voie de réinsertion, elle veille à ce que chacun s’appuie sur ses propres potentiels pour se développer plus harmonieusement au sein d’un groupe.

Le Docteur Meyer est présidente de l'Instance régionale d'éducation et de promotion de la santé en Lorraine et Secrétaire générale de l’association française d’information et de recherche sur l’enfance maltraitée. Elle apporte aussi son expérience et sa pratique du soin à l'organisation de projets variés allant de la réflexion éthique à l'enseignement ou la formation de professionnels médico-sociaux, en France et en Europe, dans le domaine de l'enfance en danger ou de la résilience.

***L’abus sexuel des enfants et des adolescents: conditions et conséquences thérapeutiques***

MmeMaria Elena Iglesias, psychologue, responsable de l’unité de prévention de la violence à l’égard des enfants, Centre d’études sociales et de publications, Pérou.

Dans nos sociétés, l’approche de l’abus sexuel des enfants a généralement une connotation légale et punitive marquée où l’enfant qui a souffert d’une agression sexuelle passe à un second stade car priorité est donnée à la sanction de l’agresseur. Ce processus, de plus, répond à un modèle segmenté de la personne et fixe les étapes à suivre selon un modèle qui ne promeut pas l’intégration de l’expérience. Ce système porte ainsi atteinte à la dignité des enfants, ne correspond pas à une approche fondée sur les droits de l’homme et ne favorise pas la guérison complète.

En partant de ce constat, l’exposé formulera certaines considérations qui s’appuient sur une méthode articulée à partir d’une vision intégrale de l’être humain, et formulera des propositions pour faciliter le processus de guérison.

**Biographie**

Titulaire d’une maîtrise en psychologie clinique, Mme Iglesias a également une spécialisation en psychothérapie d’enfants et adolescents et une en philosophie. Psychothérapeute travaillant selon la méthode Gestalt, diplômée de l’École latino-américaine de psychologie intégrale, Mme Iglesias est spécialisée en maltraitance et abus sexuel infantile ainsi que dans la conception et l’élaboration de matériel éducatif et formatif pour promouvoir un environnement bientraitant.

Depuis 1993, elle travaille au Centre d’ études sociales et publications (CESIP) et est, entre autre, l’auteure de *« Te veo, me importas, quiero aprender a escucharte*» (Je te vois, tu es important pour moi, je veux apprendre à t’écouter); *« Servicios de calidad y protección de derechos para detener el maltrato » (Services de qualité et protection des droits pour freiner la maltraitance); « La disciplina con buen trato ¡Es posible!*» (La discipline avec de la bientraitance : c’est possible!).

****

**13h45 - Table ronde**

**Bonnes pratiques dans la cadre de l’accompagnement des enfants victimes d’abus sexuel**

***Mécanismes communautaires de protection des enfants contre les abus sexuels : le cas des Comités locaux de protection dans les zones d’intervention du BNCE-Togo***

Mme Segnanon Ayawa Segla, chargée de programmes au Bureau National Catholique de l’Enfance du Togo.

Les Comités locaux de protection (CLP) sont des réseaux communautaires regroupant des bénévoles engagés dans la promotion et la défense des droits des enfants dans leur lieu de vie. Actuellement, ils travaillent en étroite collaboration avec le BNCE-Togo dans les 15 villages où celui-ci mène ses actions en vue d’assurer une vigilance accrue face aux situations d’abus, de négligence ou d’exploitation sexuelle à l’égard des enfants.

L’intervention expliquera le contexte qui a conduit à la constitution des CLP et illustrera avec des exemples concrets, comment ils préviennent et gèrent les cas d’abus sexuel ainsi que l’impact que leurs actions ont sur les communautés. L’apport du BNCE-Togo au développement de leurs initiatives sera également évoqué.

**Biographie**

Mme Segla a une formation en psychologie appliquée option santé. Elle a débuté son engagement auprès des enfants victimes d'abus et de maltraitance en 2003 à Terre des Hommes-Togo pour devenir ensuite responsable du centre de stabilisation du BICE-Togo.

Depuis 2011, elle est chargée du programme « enfants victimes de maltraitance » au BNCE-Togo (Bureau National Catholique de l'Enfance du Togo) où elle défend la cause des enfants à risque ou victimes de violence. Sa mission principale est d’assurer la réhabilitation physique et psychologique des jeunes filles ainsi que leur réinsertion familiale, scolaire et professionnelle de façon durable.

***La dimension socio-contextuelle dans les interventions sur des cas d’abus sexuel***

Mme Ana Victoria Silva, directrice de projets, Corporation de promotion et de soutien à l’enfance, Chili.

Notre contexte socioculturel nous pousse à appréhender le phénomène de l’abus sexuel des enfants avec un regard et des modes d’intervention centrés sur l’adulte. Cela se décline aussi bien dans les discours adressés aux enfants et adolescents qu’au sein des familles, à l’école ou dans les politiques sociales. Ce contexte explique la perpétration des cas d’abus sexuel envers les enfants et les adolescents et se répercute sur les modèles utilisés pour la prévention et la réparation des sujets victimes d’un tel traumatisme. La pratique présentée par l’intervenante vise à rendre compte d’expériences d’interventions où ces éléments ont été pris en compte dans l’environnement où évolue l’enfant et, en particulier, dans sa famille.

**Biographie**

Mme Silva a obtenu une licence en travail social à l’Université du Chili et un diplôme en « Résilience et Pauvreté ».

Membre de l’équipe qui a fondé l’ONG Paicabi en 1996, Mme Silva intervient directement dans des centres de réhabilitation auprès d’enfants victimes de maltraitance, d’abus sexuel ou d’exploitation sexuelle à des fins commerciaux. Actuellement, elle est chargée de superviser les projets de l’École de travail social de l’Université pontificale catholique de Valparaíso.

****

***La collaboration interinstitutionnelle pour accompagner les enfants victimes d’abus sexuel*** Mme Olga Lotosh, coordinatrice de projets, Doctors to children, Fédération de Russie.

Selon la Direction des investigations de Saint-Pétersbourg en 2014, des poursuites ont été engagées sur 231 crimes graves et extrêmement graves contre des mineurs, dont 61 cas d’agression sexuelle.

Le système de Saint-Pétersbourg de détection et d’assistance aux enfants victimes d’abus, y compris les délits sexuels et d’autres actions se compose de plusieurs éléments :

1. Unité de réhabilitation psychologique à l’hôpital des enfants : détecte les abus sexuels, fournit un soutien d’urgence/de crise aux victimes et informe les organismes de prévention ;
2. Assistance aux victimes pendant l’enquête : assistance psychologique aux enfants et aux familles et assistance aux enquêteurs en interagissant avec les mineurs lors des interviews ;
3. Réhabilitation sur le long terme pour les victimes de violence sexuelle logées dans les centres des jeunes ; assistance psychologique sur le long-terme aux enfants et aux familles.

Ce système est efficace grâce à la collaboration interinstitutionnelle entre les enquêteurs, les assistants sociaux et les pourvoyeurs de soins de santé, ainsi que les ONG. Le succès de l’aide aux enfants victimes d’abus, y compris la violence sexuelle, dépend de la réponse opportune de tous les acteurs impliqués et de la collaboration interinstitutionnelle.

**Biographie**

Mme Lotosh est diplômée en psychologie clinique de l’Université de Saint-Pétersbourg.

De 2009 à 2010, elle a servi en tant que psychologue dans le cadre du projet *« Escort of HIV+ women with children »* pour *Doctors to children* où elle assumait les fonctions de psychothérapeute et d’évaluatrice de l’impact de la violence à l’encontre des femmes. De 2010 à 2013, elle a travaillé à *Doctors of the world-USA* en tant que coordinatrice de la *« halfway house for women in crisis situation ».* Depuis 2013, elle est coordinatrice du projet combattre l’abus sexuel, à Saint-Pétersbourg, pour *Doctors to children*.

***Sauvetage et réhabilitation des victimes de violences sexuelles au Cambodge***

Mme Tith Davy, directrice exécutive, Opération Enfants du Cambodge.

Opération Enfants du Cambodge intervient principalement dans les villages reculés du Cambodge où les droits des enfants sont mal connus et même perçus comme une menace aux valeurs traditionnelles. A travers une étude d’un cas d’accompagnement d’un enfant abusé, la paneliste expliquera comment son organisation intervient dans un tel contexte et comment elle réussit à mobiliser la famille, la communauté, les acteurs médicaux, sociaux et judicaires, ainsi que d’autres ONG.

En outre, elle illustrera le rôle des activités de prévention dans la lutte contre l’abus sexuel en général et le tourisme sexuel en particulier. Les méthodes suivantes de prévention seront évoquées : *hotline*, sensibilisation communautaire, sensibilisation d’acteurs du tourisme, interventions auprès des enfants, intervention sociale auprès des familles, etc.

**Biographie**

Directrice exécutive depuis 1996 d’Opération enfants du Cambodge (OEC), Mme Davy a commencé sa carrière en tant qu’institutrice, puis comme coordinatrice de projet chez l’ONG Partage.

En 1995, en prenant soin de son fils hospitalisé à Battambang, Mme Davy prend conscience des difficultés rencontrées par les enfants et les personnes vulnérables, ainsi que des conséquences du régime de Pol Pot et de la guerre civile qui a sévi dans son pays. Elle décide alors de créer l’association OEC qui développe des projets pour soutenir les enfants victimes ou à risque d’abus sexuel ou de maltraitance, les enfants en situation de handicap et ceux privés d’éducation.

**15h30 - Table ronde**

**Prévention et détection de cas d’abus sexuel sur internet**

***Pour une utilisation adaptée aux enfants de l’internet : le cas du Mali***

M. Paka Sangare, Chef d’antenne à Sikasso, BNCE- Mali.

Le téléphone mobile n’est plus un luxe et l’internet est à portée de la plupart des Maliens, surtout des jeunes. Cependant, l’internet est devenu tout autant un espace de partage des savoirs et de discussion qu’un immense *porno land*. En ligne, les enfants peuvent être constamment en contact avec des contenus sexuels ou pornographiques, d’où une aggravation de phénomènes tels que le harcèlement sexuel, l’exploitation sexuelle, la pédophilie et la prostitution. L’intervention offrira des pistes de réflexion en vue de:

1. Sensibiliser les jeunes à l’utilisation plus responsable des réseaux sociaux afin qu’ils détectent à temps les agresseurs et harceleurs sexuels;

2. Sensibiliser les parents dans le choix des matériels informatiques et chaînes de télévision;

3. Filtrer les réseaux sociaux basés sur la sexualité. « Un pseudo peut cacher n’importe qui »;

4. Etablir une présence éducative en ligne;

5. Réprimer les auteurs d’abus sexuels sur internet.

**Biographie**

M. Sangare est titulaire d’une maîtrise en droit privé, option judiciaire, de la Faculté de sciences juridiques et économiques de l’Université de Bamako. Il a sept ans d’expérience dans le domaine de la défense de la dignité et des droits de l’enfant.

De 2008 à 2010, il a exercé la fonction d’assistant conseil de l’antenne de Sikasso du BNCE-Mali et depuis 2011, il est responsable du bureau régional de Sikasso où il assure la mise en œuvre et la gestion des actions en faveur des enfants et notamment de ceux victimes de violence et d’abus. En mai 2013, il a coordonné l’exécution d’une enquête commanditée par l’Organisation internationale des migrations en vue de recenser les populations du Nord du pays déplacées vers la région de région de Sikasso suite au conflit armé qui a touché le Mali.

***Cyberharcèlement : causes et conséquences sur le développement intégral des enfants et des adolescents***

MmeMaria Emilia Filomeno, Directrice du CEDAPP (centre de développement et assistance psycho-sociale), Pérou.

L’exposé visera à approfondir les causes et les conséquences de l’abus sexuel par des moyens virtuels en faisant le lien avec les besoins et les droits fondamentaux des enfants et des adolescents pour que leur croissance intégrale soit garantie. Ensuite quelques définitions indispensables seront proposées, telles que celle de la violence et de la violence sexuelle, abordant quelques mythes à cet égard.

Référence sera aussi faite aux études menées par certains chercheurs, comme Florence Guignard, sur l’influence des relations virtuelles dans le psychisme des enfants et adolescents, pour aboutir au harcèlement sexuel via des moyens virtuels. Les réflexions d’autres auteurs tels que Brazelton, Carbajal, Ferenczy, Janin, Nassio et Scalozub seront également présentées. Ceci donnera matière à formuler un certain nombre de conclusions et recommandations sur l’impact grandissant du phénomène du cyberharcèlement sur la vie des enfants et des adolescents.

**Biographie**

Mme Filomeno a consacré toute sa vie professionnelle à la conception, mise en œuvre et gestion de programmes et projets de développement visant l’égalité de traitement des femmes, des enfants et des adolescents ainsi que l’éradication des différentes formes de violence. Ancienne Directrice générale du département enfants et adolescents du Ministère de la Femme et du Développement Social du Pérou (MIMDES), elle exerce aujourd’hui la fonction de Directrice au sein du Ministère de la Femme et des Populations Vulnérable (MIMP). Elle est aussi la directrice générale du Centre de développement et assistance psycho-sociale (CEDAPP).

****

***Une photo vaut plus que mille mots – Sexting : une menace grandissante parmi les adolescents***

Mme Beata Wojtkowska, Coordinatrice de projets, Nobody’s Children Foundation, Pologne.

Avec l’émergence de nouvelles tendances en ligne, les formes et le nombre de risques que les enfants et les jeunes peuvent encourir changent avec l’utilisation des nouvelles technologies.

Récemment, un des phénomènes les plus inquiétants est le *sexting*, c’est-à-dire l’envoi de photos intimes via les téléphones portables et internet. Bien que la majorité des jeunes perçoit ce comportement comme sans risques, il peut s’avérer dangereux en particulier lorsque des matériels érotiques de nature privée sont publiés sur internet, ce qui conduit le plus souvent au cyber-harcèlement par d’autres jeunes. Les médias rapportent des cas de suicide des victimes du *sexting*. Le *sexting* est lié au problème plus large de l’omniprésence du sexe sur internet et dans les médias. Les filles sont plus touchées étant donné qu’elles sont souvent encouragées à des comportements de *sexting* par leurs petits amis.

Lors de l’intervention, les résultats des recherches internationales et polonaises ainsi que les questions liées au cadre juridique seront discutées. La campagne d’éducation avec le slogan « Une image vaut mille mots » lancée en février 2015 en Pologne et la controverse sous-jacente seront également présentées.

**Biographie**

Mme Wojtkowska est diplômée de la Faculté de langues modernes et de relations internationales du *Colegium Civitas* de l’Université de Varsovie.

Au sein de *Nobody’s Children Foundation*, elle est spécialiste des programmes de prévention. Depuis septembre 2014, elle coordonne le projet international « Prévention de l’abus sexuel et de l’exploitation sexuelle de l’enfant en Europe de l’Est et Centrale – une approche holistique ».